

2

Inégalités de revenu : état des lieux

Les inégalités de revenu se sont creusées dans de nombreuses régions du monde, dans des pays riches, émergents ou en développement. Parallèlement, même si elle reste fragile, la classe moyenne apparue dans beaucoup de pays émergents pourrait jouer un rôle majeur dans le développement à venir des économies et des sociétés.

Thèmes clés

On considère généralement que l'écart de revenu entre personnes aisées et personnes démunies a diminué dans beaucoup de régions du monde pendant une grande partie du xx^e siècle. De fait, les riches ne se sont pas tant enrichis, tandis que les pauvres ont rattrapé un peu de leur retard. Selon des recherches fondées sur la *World Top Incomes Database*, ce recul des inégalités s'est amorcé en Amérique du Nord et dans une bonne partie de l'Europe aux alentours des années 1920 et 1930, et un peu plus tard, sans doute dans les années 50, dans certains pays en développement. Mais, dans les années 70 et 80, la tendance a commencé à s'inverser, et les inégalités ont commencé à se creuser à nouveau.

De façon très schématique, l'évolution des inégalités au xx^e siècle et jusqu'à nos jours peut être représentée par une courbe en forme de U : un long déclin suivi d'une lente augmentation. Cette courbe, soit dit en passant, a la forme inverse de celle qu'avaient prévue certains économistes (voir [Section 4.1](#)).

Ces dernières décennies, les inégalités se sont à l'évidence creusées dans la plupart des **économies riches** – mais pas toutes. Ce phénomène a touché non seulement des économies où, historiquement, le niveau des inégalités est relativement élevé, mais aussi des pays où elles sont traditionnellement moins marquées, comme l'Allemagne, le Danemark et la Suède.

Les inégalités se sont également accentuées dans **les économies émergentes et les économies en développement**, quoique pas toujours pour les mêmes raisons. Ces dernières décennies, l'essor économique de pays tels que la Chine, le Brésil et l'Inde a altéré le visage de l'économie mondiale. Au nombre de ses effets les plus frappants figurent la baisse sensible du nombre de personnes vivant dans la pauvreté absolue (1 dollar par jour) et l'émergence d'une nouvelle classe moyenne. Mais la pauvreté n'a pas disparu. De fait, dans de nombreux pays émergents et pays en développement, la pauvreté *relative* s'avère très persistante, et les inégalités s'y creusent également.

2.1. Pays riches : les inégalités augmentent depuis les années 80

Depuis les années 80, les inégalités de revenu se sont creusées dans la plupart des pays de l'OCDE. Il y a un quart de siècle, le revenu disponible des 10 % les mieux payés était en moyenne sept fois plus élevé que celui des 10 % les moins bien payés ; en 2010, c'était environ neuf fois et demie plus. Depuis le milieu des années 1980, les inégalités moyennes dans les pays de l'OCDE ont augmenté de près de 10 %, atteignant presque 32 points de Gini, la mesure type des inégalités.

L'évolution a été encore plus marquée pendant grosso modo la même période chez les 1 % des revenus les plus élevés, en particulier dans les pays anglophones. Ainsi, aux États-Unis, la part du revenu avant impôts qui va aux 1 % les plus riches a plus que doublé, atteignant presque 20 % en 2012.

À qui bénéficie la croissance ?

L'augmentation des inégalités constatée dans de nombreux pays depuis les années 80 (et parfois avant) traduit une tendance économique significative. Dit simplement, les bénéficiaires de la croissance tendent de plus en plus à aller à un segment plus étroit de la société. Aux États-Unis, entre 1975 et 2012, les 1 % les plus riches ont capté environ 47 % de la progression globale des revenus avant impôts. La part des 1 % les plus riches a également été élevée dans d'autres pays (principalement) anglophones : 37 % au Canada et plus de 20 % en Australie et au Royaume-Uni.

Même dans les pays où les « 1 % » n'ont pas été si bien lotis, les fruits de la croissance économique ont eu tendance à revenir aux 10 % des plus hauts revenus plutôt qu'aux 10 % des plus bas revenus. Cette évolution a suscité des débats grandissants sur la nécessité d'une « croissance inclusive » offrant au plus grand nombre le potentiel de jouir d'une prospérité accrue, d'avoir des opportunités décentes dans des domaines tels que le travail et l'éducation, d'avoir accès à des soins de santé et à un environnement propre, et de pouvoir jouer pleinement son rôle dans la société.

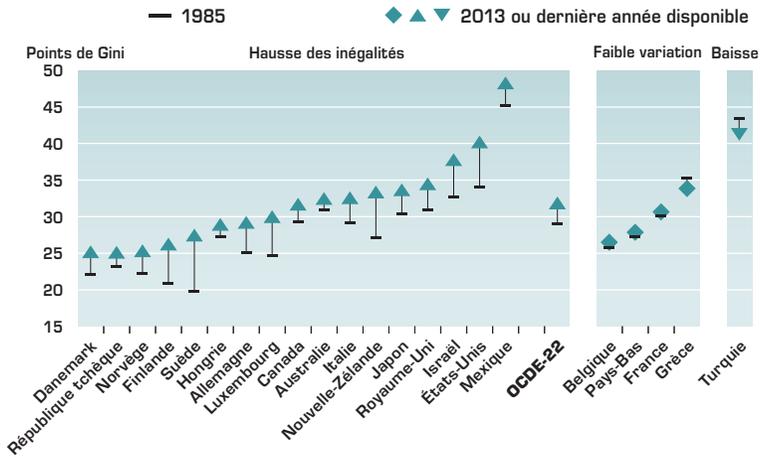
Approfondissement – Essentiels : Les inégalités sont-elles plus importantes dans le monde aujourd’hui qu’il y a deux siècles ? s’interroge le blog OECD Insights, <http://wp.me/p2v6oD-1RQ>.

Pourquoi les inégalités sont-elles plus importantes dans certains pays ?

Il existe en termes d’inégalités des différences frappantes entre les pays de l’OCDE. Les inégalités sont particulièrement élevées au Chili, aux États-Unis, en Israël, au Mexique et en Turquie, et particulièrement faibles au Danemark, en Norvège, en République slovaque et en Slovaquie. De même, si les inégalités ont eu tendance à se creuser dans la plupart des pays de l’OCDE entre le milieu des années 1980 et le milieu des années 2000, il y a là encore des différences frappantes : elles ont incontestablement augmenté dans la plupart des pays, notamment aux États-Unis, en Nouvelle-Zélande et – ce qui peut sembler étonnant – en Finlande et en Suède, mais dans certains autres, comme la France, elles ont à peine varié.

Données : Les inégalités de revenu ont augmenté dans la plupart des pays de l’OCDE depuis le milieu des années 1980.

Coefficients de Gini des inégalités de revenu, milieu des années 1980 et 2013



Source : OCDE (2015), *Tous concernés : Pourquoi moins d’inégalité profite à tous*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/888933207711>.

Comment s'expliquent ces différences ? Divers facteurs y contribuent, mais deux d'entre eux ont une importance particulière. Il s'agit tout d'abord des écarts de salaires (ou « dispersion des salaires »), c'est-à-dire les écarts de rémunération entre les hauts salaires et les bas salaires. Ces écarts sont nettement plus marqués dans certains pays. Le second facteur tient au rôle joué par l'État, qui prélève une partie du revenu sous la forme d'impôts et de taxes et en redistribue sous la forme de prestations. Les prélèvements et les prestations réduisent les inégalités de revenu dans tous les pays de l'OCDE (voir **Section 3.5**), mais de façon très contrastée selon les pays.

On peut voir comment opèrent ces facteurs en comparant la situation dans différents pays. À une extrémité, les pays nordiques (Danemark, Islande, Norvège et Suède) et la Suisse se caractérisent par des niveaux d'inégalité et de pauvreté inférieurs à la moyenne. Le chômage y est faible et l'éventail des salaires relativement réduit – les très hauts salaires y sont plutôt rares. La plupart des gens reçoivent des prestations monétaires de l'État, et la progressivité de l'impôt sur le revenu est très marquée (autrement dit, le fisc prélève une part plus importante du revenu sur les hauts salaires).

À l'autre extrémité, on trouve un groupe de pays comprenant le Chili, les États-Unis, Israël, le Mexique, le Portugal et la Turquie, où le niveau des inégalités de revenu est relativement élevé. Plusieurs facteurs sont à l'œuvre : l'éventail des salaires y est relativement vaste, certains touchant des salaires très élevés, et les prestations monétaires de l'État sont souvent moins généreuses.

Approfondissement – OCDE : Le document de travail de l'OCDE « Mapping Income Inequality Across the OECD » (Hoeller, P. et al., 2012) analyse les tendances des inégalités dans les pays de l'OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/5k9h297wxbnr-en>.

2.2. Pays en développement : les inégalités augmentent, mais une classe moyenne apparaît

Depuis la fin des années 1990, les pays historiquement riches de l'OCDE ont cessé d'être le moteur de l'économie mondiale et ont

été relayés par les pays en développement et les économies émergentes – phénomène parfois qualifié de « basculement de la richesse ». La Chine et l'Inde sont les exemples les plus connus, mais ce ne sont pas les seuls. Dans les années 90, seules 12 économies en développement ont vu leur PIB par habitant croître plus de deux fois plus vite que celui des pays de l'OCDE ; dans les années 2000, c'était le cas de 83 économies en développement.

Approfondissement – OCDE : Le Centre de développement de l'OCDE analyse le « basculement de la richesse » dans ses Perspectives du développement mondial, <http://dx.doi.org/10.1787/22224491>.

Ces derniers temps, la croissance a ralenti dans de nombreuses économies émergentes, ce qui a réduit le rythme du basculement de la richesse à l'échelle mondiale : « sa phase la plus frénétique semble être bon an mal an arrivée à son terme », selon *The Economist*. L'effet de ce basculement n'en est pas moins considérable. Dans beaucoup de pays en développement, un très grand nombre de personnes échappent à la pauvreté, et on voit l'émergence d'une nouvelle classe moyenne – même si la situation financière de beaucoup de ses membres reste très fragile. Mais bon nombre de ces pays connaissent également un accroissement des inégalités de revenu, dont les facteurs sous-jacents ne sont cependant pas toujours les mêmes que dans les pays développés.

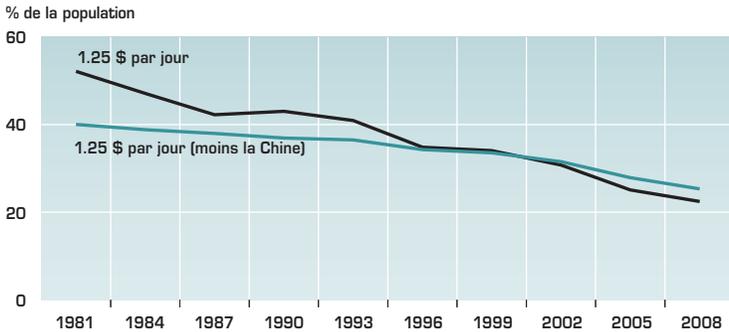
Chute de la pauvreté, augmentation des inégalités

Voici une statistique frappante : à l'échelle mondiale, comparativement à 1981, le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté (avec moins de 1.25 dollar par jour) a *diminué* d'environ 650 millions, alors que, durant la même période, la population mondiale augmentait d'environ 2 milliards de personnes. De nombreux facteurs expliquent ce recul de la pauvreté, mais le plus important est l'essor de la Chine : elle représente, à elle seule, un demi-milliard de personnes tirées de l'extrême pauvreté.

Telle que définie par le seuil de 1.25 dollar par jour, la pauvreté a reculé dans une bonne partie du monde en développement, mais ce n'est pas toujours vrai de la pauvreté relative : dans de nombreux cas, elle a au mieux connu une stagnation. De plus, pour beaucoup

Données : Les taux de pauvreté ont nettement reculé dans les pays en développement depuis le début des années 1980, même si ce recul tient en bonne partie à l'essor économique de la Chine.

Taux de pauvreté du monde en développement, 1981-2008
% en dessous du seuil de pauvreté



Source : OCDE (2013), *Perspectives du développement mondial 2013*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/888932959246>.

d'entre eux, les pays qui ont le plus contribué à la diminution de la pauvreté se caractérisent par des niveaux d'inégalités très élevés. Au Brésil et dans une bonne partie de l'Amérique latine, ce niveau dépasse souvent 50 points de Gini, et il atteint 70 points en Afrique du Sud. Il est également élevé en Inde (34 points environ), en Indonésie (40 points environ) et en Chine (45 points environ).

Quoique élevés, ces chiffres sont dans certains cas inférieurs à ce qu'ils étaient autrefois, en particulier dans certaines régions d'Amérique latine. Cependant, les inégalités ont augmenté en Afrique du Sud, en Indonésie et en Chine, même si elles semblent se stabiliser dans le cas de cette dernière.

En raison de ces tendances, la plupart des personnes les plus pauvres de la planète ne vivent plus dans les pays les plus pauvres de la planète. Selon le chercheur britannique Andy Sumner, environ les trois quarts des 1.3 milliard de personnes les plus pauvres au monde vivent désormais dans des pays à revenu intermédiaire (selon la classification de la Banque mondiale), tout

particulièrement l'Inde. Ce constat amène à s'interroger sur l'« inclusivité » de la croissance : enrichit-elle seulement une élite éduquée ou procure-t-elle des bénéfices plus larges ? La réponse n'est pas toujours claire. Selon Owen Barder, un expert en matière de développement : « Les chiffres suggèrent que les principales causes de la pauvreté ne tiennent pas à l'absence de développement d'un pays considéré dans son ensemble, mais à la marginalisation politique, économique et sociale de certains groupes dans des pays qui autrement s'en tirent plutôt bien. »

Approfondissement – Essentiels : « ... si on se focalise sur les pays les plus pauvres, on passe à côté de la plupart des personnes les plus pauvres de la planète », explique le blog OECD Insights, <http://wp.me/p2v6oD-Bu>.

Qu'est-ce qui favorise les inégalités dans les pays en développement ?

Dans beaucoup de pays en développement, quitter l'effervescence d'une ville animée pour gagner un paisible village de campagne donne parfois l'impression de voyager dans le temps. À certains égards, c'est bien le cas. Si les villes sont de plus en plus connectées avec une économie chaque jour plus mondialisée, la vie a bien souvent très peu changé dans de nombreuses régions rurales. Ces différences entre zones urbaines et zones rurales, ou entre différentes provinces et régions, traduisent des « inégalités spatiales », lesquelles peuvent contribuer significativement aux inégalités dans de nombreux pays en développement.

Les revenus expliquent seulement certaines de ces inégalités régionales, même si c'est un facteur significatif dans certaines économies émergentes, notamment la Chine et l'Inde, les revenus augmentant plus rapidement en milieu urbain qu'en milieu rural. Mais il existe également des inégalités d'opportunités – d'accès aux soins de santé, à l'éducation et à l'emploi, notamment –, qui sont peut-être plus importantes. Par exemple, dans certaines économies émergentes, le taux de scolarisation au secondaire est nettement plus faible dans les zones rurales que dans les zones urbaines, en particulier pour les filles. L'accès aux soins de santé de base peut également varier considérablement selon le lieu où vivent les gens.

Ainsi, en Asie, la mortalité infantile est bien plus élevée à la campagne que dans les villes. Et, dans beaucoup de régions du monde, les femmes restent confrontées à de nombreux obstacles qui privent leurs familles et leur communauté de contributions économiques précieuses.

D'autres facteurs jouent également. Il s'agit notamment, dans beaucoup de pays parmi les plus pauvres, de l'étendue du travail informel, c'est-à-dire sans contrat écrit et offrant très peu en termes de conditions de travail. Le secteur informel représente environ 50 % des emplois au Mexique et au Brésil, et cette proportion atteint environ 80 % en Inde et en Indonésie. De tels emplois contribuent aux inégalités de plusieurs façons : tout d'abord, ils sont moins bien payés que les emplois formels ; ensuite, ils offrent rarement des possibilités de formation et de promotion ; enfin, comme ces emplois sont imprévisibles, les travailleurs peuvent se retrouver très rapidement sans revenu.

Approfondissement – OCDE : Le rôle du travail informel dans les pays en développement est analysé dans *L'emploi informel dans les pays en développement* (Jütting et de Laiglesia, 2009), <http://dx.doi.org/10.1787/9789264059269-fr>.

Enfin, si les systèmes de prélèvements et de prestations contribuent beaucoup à réduire les inégalités dans les pays développés, il est rare que de tels systèmes soient bien développés dans les pays en développement. Il y a des exceptions, comme au Brésil, où le programme d'allocations familiales Bolsa Família a versé des prestations à plus de 13.3 millions de familles, représentant près du quart de la population, prestations dont le versement est conditionné à la scolarisation des enfants et à la participation à des programmes de santé. Ces mesures ont contribué à réduire à la fois le taux de pauvreté des enfants et le taux d'inégalités.

Émergence d'une nouvelle classe moyenne ?

L'émergence d'une nouvelle classe moyenne constitue l'un des aspects les plus attentivement observés du phénomène de « basculement de la richesse », même si, dans bien des cas, ses membres ne jouissent ni de la prospérité ni de la sécurité

économique traditionnellement associées à la classe moyenne dans de nombreux pays riches. Néanmoins, cette nouvelle classe moyenne a le potentiel de jouer un rôle dans la transformation de l'économie comme de la société.

Approfondissement – Essentiels : De qui parle-t-on lorsqu'on parle des classes moyennes ? se demande le blog OECD Insights, <http://wp.me/p2v6oD-1zP>.

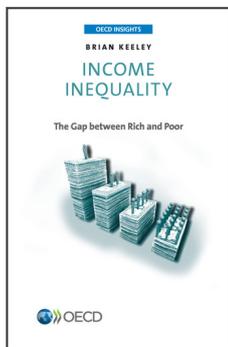
Par définition, la « classe moyenne » est une notion relative : elle se trouve coincée quelque part au-dessus des pauvres et au-dessous des riches. Quant à savoir où, les réponses varient grandement. Certains économistes optent pour une approche descriptive. Par exemple, le Brésilien Eduardo Giannetti da Fonseca la définit ainsi : « des personnes qui ne sont pas résignées à vivre dans la pauvreté, qui sont prêtes à faire des sacrifices pour améliorer leur sort, mais dont les problèmes matériels n'étaient pas réglés dès le départ ». D'autres en donnent une définition chiffrée, ce qui, là encore, peut correspondre à différentes façons de voir les choses. On peut adopter des valeurs relatives fondées sur les niveaux de revenu de chaque pays : toutes les personnes dont le revenu est compris entre 50 % et 150 % du revenu médian, par exemple. D'autres approches, plus globales, définissent simplement la classe moyenne comme l'ensemble des ménages ayant un certain niveau de revenu. En 2008, selon Goldman Sachs, il s'agissait des ménages gagnant entre 6 000 et 30 000 dollars par an ; les experts en matière de développement ont tendance à retenir des chiffres bien inférieurs, par exemple un revenu compris entre 10 et 100 dollars par jour.

De quelque façon qu'on la mesure, le point essentiel est que cette classe moyenne a beau rester économiquement vulnérable, elle s'est hissée au-dessus du niveau où l'on vit pour assurer sa subsistance quotidienne et peut planifier son avenir et investir dans son avenir. Historiquement, c'est là une des caractéristiques les plus significatives des classes moyennes. Pour citer Homi Kharas, un expert du développement, « la classe moyenne est envisagée comme une source d'entrepreneuriat et d'innovation – les petites entreprises grâce auxquelles l'économie moderne prospère. Les valeurs de la classe moyenne mettent aussi l'accent sur l'éducation,

l'effort et l'épargne. Par conséquent, la classe moyenne est la source de tous les intrants nécessaires à la croissance dans une économie néoclassique – nouvelles idées, accumulation de capital physique et accumulation de capital humain. » Traditionnellement, elle est également vue comme un acteur politique important, à la fois comme une source de stabilité et comme un atout pour les politiques d'investissement et d'éducation, entre autres.

Approfondissement – OCDE : Le document de travail du Centre de développement intitulé *The Emerging Middle Class in Developing Countries* (Kharas, 2010) analyse l'évolution des tendances sociales dans les pays en développement, <http://dx.doi.org/10.1787/5kmmp8lncrns-en>.

Le rôle de ces classes moyennes devrait gagner en importance : selon les projections de Homi Kharas, la classe moyenne pourrait passer de 1.8 milliard de personnes aujourd'hui à 3.2 milliards en 2020 et 4.9 milliards en 2030, l'essentiel de cette croissance – environ 85 % – étant le fait de l'Asie.



Extrait de :
Income Inequality
The Gap between Rich and Poor

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/9789264246010-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

Keeley, Brian (2018), « Inégalités de revenu : état des lieux », dans *Income Inequality : The Gap between Rich and Poor*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264300408-4-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.